

Extrait du Spyworld Actu

<http://spyworld.spyworld-actu.com/spip.php?article9835>

Alain Juillet : « 70% des ONG sont payées par des entreprises »

- Intelligence économique -



Date de mise en ligne : dimanche 1er février 2009

Spyworld Actu

Le Public Eye Award, remis cette semaine, fustige des entreprises « irresponsables ». Parmi les papables figurait Nestlé pour son infiltration d'Attac. Pourtant les ONG ne sont pas toujours transparentes, relève un spécialiste, lui-même ancien espion

En marge du WEF était décerné cette semaine à Davos le Public Eye Award. Un prix remis par Greenpeace et la Déclaration de Berne aux multinationales « les plus irresponsables ». Parmi les nominées dans la catégorie suisse figurait Nestlé pour son infiltration d'Attac.

Si l'affaire a marqué le grand public, elle n'étonne guère les spécialistes de l'espionnage. Parmi eux, Alain Juillet, premier haut responsable chargé de l'intelligence économique au Secrétariat général de la défense nationale française. Ancien chef d'entreprise et espion, il dirige depuis 2003 une équipe de douze personnes qui utilise des moyens légaux pour recueillir des informations économiques et stratégiques. Rencontre.

Nestlé qui infiltre Attac, ça vous choque ?

Non. S'il est sain que les ONG s'interrogent sur le fonctionnement des entreprises, il est normal que ces dernières cherchent à savoir pourquoi on les attaque. Mais je conçois que ça puisse sembler scandaleux quand on ne connaît pas le dessous des cartes.

C'est-à-dire ?

Les organisations comme Attac se positionnent systématiquement comme les représentants de la vertu. Le problème, c'est que 70% d'entre elles sont payées par des entreprises ou des Etats. Et ce chiffre augmente chaque année. Elles influencent donc l'opinion publique au profit de ceux qui les financent. Dans le baromètre de transparence 2009 des ONG réalisé par le Fondation Prometheus, ATTAC a une note de 4 sur 10 seulement, quant la Croix rouge a 9 sur 10.

Les entreprises ne sont pas non plus des modèles de vertu...

Si l'éthique n'est pas forcément du côté des ONG, cela ne veut pas dire qu'elle soit de l'autre côté. Les torts sont partagés. Il faut juste prendre conscience que les choses sont plus complexes qu'il n'y paraît. Rien n'est tout noir ou tout blanc : le monde est gris.

Revenons aux ONG. La plupart seraient donc manipulées par d'autres entreprises ?

Bien sûr ! En matière de concurrence, on a dépassé le stade du marketing qui consistait à dire qu'un produit est mieux qu'un autre. Le consommateur ne se laisse plus convaincre par une poudre à lessive qui lave plus blanc. Par contre, on attaque sur l'émotionnel. En disant par exemple « ce produit est fait par des prisonniers chinois qui ne sont pas payés » ou encore « on déforeste l'Amazonie pour le produire ». Avec ça, vous tuez la marque. Et si ce n'est pas vrai, que voulez-vous que l'entreprise réponde ? Pas facile à prouver... C'est pourquoi les grands groupes sont intéressés à savoir sur quoi on va les attaquer et avoir un temps d'avance.

Par quels moyens les entreprises peuvent-elles obtenir ces informations stratégiques ?

Nous vivons une guerre de l'information. Mais il faut se renseigner de manière légale. Dans le monde des affaires, on estime que 90% à 95% de l'information utile est disponible librement. Dans la presse par exemple et surtout sur Internet qui a révolutionné les méthodes de travail. Il n'est même plus nécessaire d'aller systématiquement sur le terrain. Lorsque je veux me renseigner sur quelqu'un, je vais sur Facebook, je regarde son blog ou les forums auxquels il participe.

Mais entre ces méthodes légales et celles hors la loi, il y a bien une zone grise ?

Il y a effectivement des moyens dont on ne peut prouver qu'ils sont illégaux, mais dont l'éthique est douteuse. Prenez le cas d'un chasseur de têtes qui lance un appel d'offres pour recruter un certain profil. Cette personne reçoit les candidats qui exposent leurs forces, leurs faiblesses, ce qui ne va pas dans leur entreprise, etc. C'est le rôle du recruteur. Mais imaginez maintenant que cette personne soit payée par une entreprise qui n'avait aucunement l'intention d'embaucher, mais uniquement de se renseigner sur ses concurrents. C'est discutable sur le plan moral, mais légal. Inutile de vous dire que je ne peux vous donner de noms...

Avec la crise économique, ces méthodes douteuses sont-elles amenées à se multiplier ? Oui et même devenir franchement illégales : quand vous voyez le nombre d'affaires de corruption qui sortent actuellement en Europe, cela ne fait aucun doute. On ne se bat jamais aussi fort que lorsqu'on est dos au mur. Les gens risquent d'abandonner les règles pour passer en force et il y a un vrai risque de dérive.

Faut-il davantage de régulation ?

Je suis plutôt libéral de nature, mais je pense que l'Etat a un rôle à jouer. Mettez un match de boxe sans arbitre, vous verrez ce qui se passe. Il faut mettre en place des règles afin que le combat concurrentiel se passe à armes égales.

Les entreprises sont-elles suffisamment préparées ?

Les grands groupes sont bien armés, ils pratiquent déjà l'intelligence économique. En revanche, il y a un travail énorme à faire du côté des PME qui y sont moins sensibilisées. C'est d'autant plus urgent que ce sont elles qui sont touchées de plein fouet par la crise.

Et pour celles qui ne s'intéressent pas à l'intelligence économique ?

Cela créera une fracture entre les entreprises. Pour celles qui ne prennent pas le virage, ce sera très difficile. Car la tendance actuelle, celle d'une information qui circule de plus en plus vite, va encore s'accroître. Les gagnants seront ceux capables d'utiliser de la manière la plus efficace les dernières technologies.

Vous avez simultanément dirigé de grands groupes industriels et effectué des missions pour les services secrets français. Comment se passe la double vie de PDG et d'espion ?

C'est une expérience très riche où l'on apprend beaucoup. Je suis l'un des très rares hauts fonctionnaires qui viennent du privé. Lors que je parle aux chefs d'entreprises, je suis d'autant plus écouté. Cela me facilite les choses. Les crises, les problèmes financiers, les grèves, je les ai vécus de l'intérieur.

Vous pratiquez déjà l'intelligence économique en somme.

Oui probablement, sans le savoir. Je me souviens par exemple qu'étant à la tête d'un grand groupe, lorsque des grèves se préparaient, je cherchais à me renseigner. Et pour cela, rien de tel que le bistrot en face de l'usine. Il suffit de s'asseoir et d'écouter les représentants syndicaux parler du programme de la journée. Evidemment, il ne faut pas être trop connu ou alors se cacher derrière un journal !

Depuis son bureau, situé dans l'aile droite des Invalides, à Paris, Alain Juillet recueille et décrypte les informations économiques.

Editorial par Michel Danthe, rédacteur en chef

Nestlé et Attac : vraiment pas si simple...

Cet homme a une carrière proprement fascinante : ancien agent secret français, directeur de grandes entreprises, dont la dernière, une grande chaîne de magasins, puis directeur du renseignement. Et enfin aujourd'hui : haut responsable en charge de l'intelligence économique de la France... Son nom n'est pas très connu du grand public : Alain Juillet.

« Le Matin Dimanche » l'a rencontré parce qu'une actualité tintinnabulait chez nous, en marge du Forum de Davos : la remise, par Greenpeace et la Déclaration de Berne, du traditionnel prix destiné aux entreprises les plus irresponsables - aux yeux de ces deux ONG. Parmi les nominées, Nestlé, pour ses tentatives d'infiltration d'Attac, association altermondialiste. On voit d'ici le tableau médiatique : la noire multinationale contre la blanche et innocente colombe altermondialiste, pure comme l'eau de source, vertueuse comme la justice réincarnée...

Ah ! Si le monde était aussi simple. Mais justement, et c'est la leçon qu'administre Alain Juillet : le monde n'est pas aussi simple. « Rien n'est tout noir ou tout blanc : le monde est gris. »

Si cet ancien maître espion comprend donc qu'un public peu informé puisse trouver scandaleux la tentative d'infiltration d'Attac par Nestlé, l'homme informé qu'il est ne la trouve pas choquante.

Il nous invite dans cette perspective à nous poser des questions critiques, dérangeantes, dissonantes : toutes ces vertueuses organisations non gouvernementales sont-elles transparentes elles-mêmes ? Sont-elles des modèles de bonne gouvernance ? Comment se financent-elles - et même, plus brutalement, qui les finance ?

Au fur et à mesure qu'Alain Juillet déroule ses questions, c'est avec un oeil nouveau que l'on reconsidère alors le grand spectacle protestataire qui se déroule sous nos yeux : décidément, oui, le monde est gris. Gris comme un roman de John le Carré.

Post-scriptum :

<http://www.lematin.ch/actu/suisse/a...>